

OCTOBRE 2025

POLICY BRIEF

GHANA : LE PRAGMATISME, PRINCIPE DIRECTEUR DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE JOHN DRAMANI MAHAMA

FATIM ZOHRA AZOUZOU



POLICY CENTER
FOR THE NEW SOUTH

PB-52/25



Le Président ghanéen Dramani Mahama fait du pragmatisme le principe directeur de la politique étrangère de son pays pour répondre à un double impératif : redressement économique et endiguement de la menace terroriste. Deux recalibrages en constituent les preuves empiriques. D'abord, la convergence stratégique avec le Maroc : le 7 janvier 2025, Accra suspend sa reconnaissance de la pseudo-« rasd » et endosse le Plan d'autonomie marocain, ouvrant la porte à de nouvelles pistes de coopération économique entre le Ghana et le Royaume du Maroc. Portée par l'Office chérifien des Phosphates (OCP) et d'autres entreprises nationales établies au Ghana, la diplomatie économique marocaine s'est élargie à des projets structurants à l'instar du Processus des États africains atlantiques. Ensuite, la reprise du dialogue avec l'Alliance des États du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger) marque une rupture avec la ligne de sanctions suivie par son prédécesseur Akufo-Addo : nomination d'un envoyé spécial, tournée dans les capitales sahéliennes et facilitation d'échanges Cedeao-AES. Ces choix repositionnent le Ghana en médiateur crédible, accroissent son poids au sein des Organisations régionales et servent ses intérêts stratégiques.

FATIM ZOHRA AZOUZOU

INTRODUCTION

Après deux mandats présidentiels consécutifs du New Patriotic Party, John Dramani Mahama, candidat du National Democratic Congress pour les élections présidentielles de décembre 2024, a été élu à la tête de l'État ghanéen avec 56% des voix. Il reprend ainsi les rênes du pouvoir et hérite de deux priorités stratégiques pour le pays : (a) redresser l'économie et (b) se prémunir contre la menace sécuritaire qui plane sur la région. En ce début de mandat, il semble privilégier une approche pragmatique pour parvenir aux objectifs qu'il s'est fixés. Approche pragmatique qui, dans le domaine de la politique étrangère, s'est reflétée dans les décisions prises par le pays au lendemain de sa prise de fonction.

Dans ce Policy Brief, nous analyserons deux recalibrages importants qu'a connus la politique étrangère du Ghana depuis l'accession de Mahama au pouvoir : d'une part, le rapprochement avec le Maroc, exemple de pragmatisme économique et, d'autre part, la reprise du dialogue avec les régimes de l'AES après la rupture actée sous le mandat de Nana Akufo-Addo. Nous examinerons ces deux décisions à l'aune des continuités et des ruptures avec la politique de l'Administration sortante ainsi que leurs conséquences sur la situation diplomatique et économique du Ghana et les possibilités offertes par sa stratégie pour infléchir positivement la dynamique sécuritaire régionale.

I. RECALIBRAGES DE LA POSTURE EXTÉRIEURE DU GHANA SOUS L'ADMINISTRATION J.D MAHAMA

1. Convergence stratégique Accra-Rabat : de la neutralité à l'alignement

Le 7 janvier 2025, jour de l'investiture de John Dramani Mahama, marque un tournant dans les relations entre le Maroc et le Ghana. Cette date marque l'officialisation de la suspension, par Accra, de sa reconnaissance de la pseudo- « rasd ». ¹ Le Ghana a entériné sa décision par un communiqué du ministère des Affaires étrangères ghanéen adressé au gouvernement marocain, à l'Organisation des Nations Unies et à l'Union africaine. Initiée au cours du mandat de Nana Akufo-Addo, la décision du retrait de la reconnaissance a été pleinement assumée et endossée par la nouvelle Administration. Le gouvernement de John Dramani Mahama a notamment apporté un soutien officiel et explicite au Plan d'autonomie pour le Sahara marocain à l'occasion de la visite, à Rabat le 5 juin 2025, du ministre ghanéen des Affaires étrangères qui a marqué le lancement d'une nouvelle ère de coopération économique entre les deux pays. ²

Ce passage d'une neutralité négative à un soutien à la position marocaine témoigne d'une approche résolument pragmatique de la part d'Accra. La décision est le résultat du travail diplomatique entrepris par le Maroc, mais aussi et surtout de la dynamique de coopération économique croissante entre les deux pays ces dernières années. Principalement portée

1. La Rédaction (2025, janvier), Le Ghana suspend ses relations avec la « rasd », TelQuel, à retrouver sur : https://telquel.ma/instant-t/2025/01/07/le-ghana-suspend-ses-relations-diplomatiques-avec-la-rasd_1911868/

2. Le Matin (2025, juin), Sahara : Le Ghana confirme son soutien au plan marocain d'autonomie, Le Matin, à retrouver sur : <https://lematin.ma/nation/sahara-marocain-le-ghana-confirme-son-soutien-le-plan-dautonomie-marocain/284171>

par l'OCP, cette coopération sert des intérêts économiques concrets, notamment dans les secteurs agricole et industriel, dans un contexte où le Ghana traverse une crise socio-économique, et ce, depuis la pandémie de la Covid19^{3,4}. Certaines sources n'hésitent pas à parler d'une diplomatie des engrais entre Rabat et Accra qui s'est matérialisée, entre autres, par un don, en juillet 2025, d'une cargaison de 2 000 tonnes d'engrais offerts par le Maroc au Ghana.⁵ L'initiative marocaine visait à montrer à son partenaire ghanéen l'apport que pourrait avoir une coopération plus poussée avec le Royaume. Le don devait répondre à une sérieuse préoccupation du gouvernement ghanéen. Il visait à soutenir les petits exploitants ghanéens face à la hausse des prix des intrants agricoles et à relancer les cultures vivrières, dans un pays qui importe chaque année d'importantes quantités d'engrais pour son agriculture. Les autorités ghanéennes ont en effet salué cet appui marocain et se réjouissent de la trajectoire que suivent les relations entre les deux pays.

L'OCP s'est, par ailleurs, engagé à construire une usine de production d'engrais à Takoradi, dans l'ouest du Ghana, pour un investissement de 1,3 MM\$.⁶ Lancé en 2019, le projet s'inscrit dans le cadre des efforts du Ghana pour moderniser son secteur agricole et atteindre la sécurité alimentaire. Une fois opérationnelle⁷, l'usine devrait produire un million de tonnes d'engrais par an⁸, ce qui devrait permettre au pays d'économiser plusieurs millions de dollars d'importations d'engrais chaque année (plus de 2.5 M\$/an).⁹ Pour un pays où le secteur agricole représente environ 20 % du PIB et emploie plus de 40 % de la main-d'œuvre¹⁰, cet apport est stratégique. Jusqu'à présent, le Ghana dépendait largement des importations d'engrais pour soutenir son agriculture, notamment son industrie du cacao, l'une des premières richesses du pays, qui, désormais, compte sur son partenariat avec

3. Direction générale du Trésor (2025), Ghana : Informations générales, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/GH/informations-generales#:~:text=La%20perte%20de%20la%20confiance,rapport%20au%20dollar%20en%202022>.

4. L'économie ghanéenne repose principalement sur les exportations de ressources naturelles, notamment le cacao, l'or et le pétrole. Cela rend la croissance économique du pays vulnérable aux fluctuations de la demande internationale et des cours mondiaux de matières premières. À la suite des crises de la Covid-19 et puis de la guerre russo-ukrainienne, l'économie ghanéenne a subi une forte récession qui a fait sombrer ses comptes publics dans un cycle de dette insoutenable. Les effets combinés des deux crises ont exacerbé les déséquilibres budgétaires préexistants. La perte de confiance des investisseurs et la sortie de capitaux a engendré une baisse de la valeur du cedi qui a commencé à régresser jusqu'à la perte de 50 % de sa valeur en 2022. En novembre 2021, le Ghana a perdu l'accès aux marchés internationaux et s'est tourné vers le marché domestique, connu pour ses taux d'intérêt plus élevés. Cette situation a provoqué une forte inflation qui a atteint son pic en 2024 en s'établissant à 23 %. Face à cette crise économique et financière, le Ghana a fini par solliciter l'aide du FMI en juillet 2022 et, puis, la suspension du service de l'essentiel de sa dette extérieure en décembre 2022. Le FMI a conclu avec le gouvernement de Nana Akufo-Addo un programme de 3 Md USD sur 3 ans au titre de la facilité élargie de crédit.

5. APA-Rabat (2025, juillet), Maroc/solidarité : 2 000 tonnes d'engrais au Ghana, Agence de Presse Africaine, à retrouver sur : <https://fr.apanews.net/maroc/le-maroc-remet-2-000-tonnes-dengrais-au-ghana-dans-un-geste-de-solidarite-agricole/#:~:text=Dans%20le%20cadre%20de%20leur,tonnes%20d'engrais%20au%20Ghana>.

6. La Rédaction (2025, juillet), À Accra, le Maroc remet 2000 tonnes d'engrais au Ghana et resserre la coopération bilatérale, à retrouver sur : <https://ledesk.ma/2025/07/29/a-accra-le-maroc-remet-2-000-tonnes-dengrais-au-ghana-et-resserre-la-cooperation-bilaterale/>

7. La phase de construction de l'usine devrait être achevée en 2026.

8. Industries.ma (2019, septembre), L'OCP implantera une usine d'engrais en 2024 au Ghana, d'une capacité d'1 million de tonnes, à retrouver sur : <https://industries.ma/locp-implantera-une-usine-dengrais-en-2024-au-ghana-dune-capacite-d1-million-de-tonnes/>

9. Le Ghana a importé en 2024, 554 239 tonnes d'engrais (Agence Ecofin). Le coup dépensé sur les importations d'engrais dépasse les 2,5 millions de dollars annuellement (2022) (Africa 24 Tv)

10. Coface (2024), à retrouver sur : <https://www.coface.ma/actualites-economie-conseils/tableau-de-bord-des-risques-economiques/fiches-risques-pays/ghana>

le Maroc pour combler ses besoins en phosphates et, même, devenir exportateur de ses excédents vers ses voisins.

2. Reprise du dialogue avec les pays de l'AES : endiguer les effets de contagion

À propos de la deuxième priorité du Ghana, à savoir la sécurité, le Président Mahama opère un changement de stratégie par rapport à son prédécesseur. Alors que Nana Akufo-Addo avait prôné la ligne dure vis-à-vis des autorités de transition arrivées au pouvoir par coup d'État au Mali (2021)¹¹, au Burkina Faso (2022)¹² et au Niger (2023), Mahama se montre moins attentif à la nature de ces régimes et plus pragmatique dans la gestion de ses relations avec leurs dirigeants. Pour le nouveau président ghanéen, la coopération sécuritaire régionale, y compris avec les pays de l'AES, est incontournable pour protéger son pays et les autres États du golfe de Guinée de la menace terroriste qui se propage vers le sud pour gagner les côtes ouest-africaines.

Cette différence d'approche a été symbolisée dès l'investiture de Mahama, le 7 janvier 2025, à Accra, par la présence à la cérémonie du président du Burkina Faso, Ibrahim Traoré.¹³ Une présence qui a suscité différentes réactions dans la région et qui a témoigné d'un changement de cap dans les relations entre le Ghana et le Burkina Faso et, par-delà, avec les autres pays du Sahel manifestement en rupture avec la gestion d'Akufo-Addo du dossier. Il convient de rappeler qu'en tant que président en exercice de la Cedeao (2020-2022) au début de la série de coups d'État au Sahel, Akufo-Addo avait soutenu l'isolement diplomatique et les sanctions économiques contre le Mali, le Burkina et le Niger, allant jusqu'à brandir la menace d'une intervention militaire au Niger après le coup d'État de juillet 2023¹⁴, décision d'ailleurs contestée par le parti de Mahama. Cette stratégie d'isolement a échoué à infléchir les nouveaux régimes en place au Sahel et a contribué à une rupture entre la Cedeao et les trois pays suspendus. En janvier 2025, le retrait des trois pays de la Cedeao est devenu officiel.

Face à cette nouvelle réalité, l'homme fort d'Accra a choisi la politique de la main tendue. Dès son arrivée au pouvoir, il a multiplié les gestes de rapprochement envers ses voisins sahéliens. Il a notamment nommé un envoyé spécial auprès de l'AES dès son investiture, en l'occurrence Larry Gbevlo-Lartey, ancien officier supérieur connu pour son expertise en matière de lutte contre le terrorisme.¹⁵ L. Gbevlo-Lartey a été chargé de la mission d'œuvrer pour l'amélioration des relations entre Accra et les pays de l'AES afin d'aboutir à des politiques communes dans les secteurs de la sécurité, la lutte contre le terrorisme et la libre circulation des biens et des personnes.

11. Équipe de perspective Monde (2021, mai), Coup d'État au Mali, Perspective Monde, à retrouver sur : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/1915>

12. Centre d'études stratégiques de l'Afrique, Comprendre le dernier coup d'État au Burkina Faso, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, novembre 2022, à retrouver sur : <https://africacenter.org/fr/spotlight/comprendre-le-dernier-coup-detat-au-burkina-faso/>

13. AB. AIB (2025, Janvier), Le président Ibrahim Traoré assiste à l'investiture du président ghanéen John Dramani Mahama, Agence d'Information du Burkina, à retrouver sur : <https://www.aib.media/le-president-ibrahim-traore-assiste-a-linvestiture-du-president-ghanéen-john-dramani-mahama/>

14. Jeune Afrique (2023, août), Intervention de la Cedeao au Niger : dans le huis clos des Chefs d'État, Jeune Afrique, à retrouver sur : <https://www.jeuneafrique.com/1472658/politique/intervention-de-la-cedeao-au-niger-dans-le-huis-clos-des-chefs-detat/>

15. Victor Cariou (2025, janvier), Le Ghana nomme un envoyé spécial pour renforcer ses liens avec l'Alliance des États du Sahel, Radio France Internationale, à retrouver sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250126-le-ghana-nomme-un-envoy%C3%A9-sp%C3%A9cial-pour-renforcer-ses-liens-avec-l-alliance-des-%C3%A9tats-du-sahel>

En mars 2025, le Président Mahama a entrepris une tournée diplomatique dans les trois capitales sahéliennes (Bamako, Niamey et Ouagadougou) afin de renouer le dialogue bilatéral et d'amorcer une médiation entre l'AES et la Cedeao. Au cours de ces visites, il a rencontré les chefs d'État des trois pays et a insisté sur la nécessité de restaurer le dialogue et la coopération entre eux et la Cedeao. Mahama Dramani a appelé à une reconnaissance mutuelle minimale entre les deux blocs afin de dépasser les tensions actuelles et de coopérer pour faire face aux menaces communes. Si une reconnaissance formelle de l'AES par la Cedeao reste improbable à court terme¹⁶, en raison de l'attachement de plusieurs États ouest-africains aux règles de l'Organisation régionale exigeant le retour à l'ordre constitutionnel, l'important pour Mahama est de mettre en place des canaux de communication entre les deux parties, priorité partagée par les dirigeants du Sénégal et du Togo. Pour le nouveau président ghanéen, c'est le préalable à toute coordination sécuritaire dans une région aujourd'hui fragmentée et instable.

Les bonnes relations personnelles qu'entretient Mahama avec les chefs de transition ont fait de lui un interlocuteur privilégié aux yeux de ces derniers. Même son de cloche du côté de la Cedeao pour qui le Ghana de Mahama est apparu comme le mieux placé pour mener une médiation entre les deux blocs. Dès avril 2025, en marge du Conseil des ministres de la Cedeao qui s'est tenu à Accra, le Ghana a lancé une nouvelle initiative de médiation visant à la réintégration des trois États exclus.¹⁷ John Mahama a ainsi été propulsé médiateur entre l'Organisation ouest-africaine et la confédération sahélienne, aux côtés d'autres tentatives de bons offices menées par le Togo et le Sénégal.¹⁸

Au fil de ses déclarations, le président ghanéen n'a cessé d'appeler à une reprise de la coopération contre la menace terroriste qui se nourrit des fragmentations que connaît la région. Cette posture privilégie l'efficacité de la lutte antiterroriste sur les considérations politiques et marque une rupture avec celle d'Akufo-Addo. Cette approche de partenariats pragmatiques et ciblés même ad-hoc commence à trouver écho en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Côte d'Ivoire, Togo, Nigeria...).

Il est utile de replacer cette évolution dans son contexte. L'Afrique de l'Ouest traverse une période de fortes tensions et d'instabilité. La série de coups d'État (Guinée 2021, Mali 2020 et 2021, Burkina 2022, Niger 2023) divise la Cedeao et fragilise les dynamiques d'intégration régionale. Parallèlement, le terrorisme gagne du terrain vers le sud. Les groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda (JNIM) ou à l'État islamique profitent de la désunion régionale pour pousser leurs incursions vers les pays côtiers. Le Togo, le Bénin et la Côte d'Ivoire ont déjà subi plusieurs attaques armées sur leur sol, venant de leurs frontières nord. D'ailleurs, le Ghana est lui-même directement menacé. Des renseignements ont révélé que des militants actifs au Burkina Faso utilisent discrètement le nord du Ghana comme base

16. Il existe encore de points de friction entre les deux blocs qui rendent difficile toute reconnaissance de part et d'autre. D'une part, une partie des Chefs d'État ouest-africain restent attachés aux règles de la Cedeao imposant une restauration de l'ordre constitutionnel dans les trois pays préalablement à toute reconnaissance et, de l'autre, la rupture avec la Cedeao, accusée par les autorités de transition au Mali, au Burkina Faso et au Niger d'être un outil entre les mains d'influence étrangères, est un outil de légitimation de leur pouvoir.

17. Djibi Sow (2025, mai), La Realpolitik peut-elle relancer la coopération régionale en Afrique de l'Ouest?, Institut d'études de sécurité, à retrouver sur : <https://issafrica.org/fr/iss-today/la-realpolitik-peut-elle-relancer-la-cooperation-regionale-en-afrique-de-l-ouest>

18. Studio Tamani (2024, Juillet), Médiation de la CEDEAO : Sénégal et Togo à la manœuvre, à retrouver sur : <https://www.studio-tamani.org/167281-mediation-de-la-cedeao-senegal-et-togo-a-la-manoeuvre>

logistique et médicale pour se ravitailler, se soigner et préparer leurs opérations^{19,20}. Ce que certains considèrent comme une tolérance tacite de la part des autorités ghanéennes sous l'Administration Akufo-Addo, ce qui, selon eux, pourrait expliquer le fait que le Ghana ait été épargné jusqu'ici soit au prix d'une implantation des réseaux djihadistes dans des communes frontalières déjà traversées par des tensions ethniques internes.²¹

Conscient de cet équilibre fragile et de la sensibilité de la situation au nord de son pays, Mahama Dramani estime que seule une coordination étroite des efforts de défense entre pays déjà touchés par le terrorisme et les pays côtiers encore relativement épargnés peut arrêter la contagion et empêcher qu'elle n'atteigne la côte atlantique. Pour lui, le dialogue et la coopération avec les autorités de transition au Sahel relèvent d'une condition nécessaire et incontournable pour préserver la stabilité de son pays. Son approche a été accueillie favorablement par les dirigeants sahéliens qui ont vu dans les visites de Mahama un bon signe et ont convenu avec lui de la nécessité d'une collaboration contre la menace djihadiste. Dans le même temps, des consultations officielles ont été organisées dès mai 2025 entre la Cedeao et l'AES. Les deux parties ont montré une certaine volonté de trouver un *modus vivendi* sur le terrain sécuritaire. Un premier geste a été l'intégration des trois pays de l'AES en tant que membres observateurs du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest « GIABA », une agence spécialisée de la Cedeao, afin d'impliquer Bamako, Ouagadougou et Niamey dans la lutte contre le financement du terrorisme^{22,23}. Certes, ces mécanismes naissants demeurent fragiles, mais ils constituent des signaux positifs et sans précédent depuis la rupture de 2022-2023.

En revanche, les dispositifs existants de coopération sécuritaire régionale montrent leurs limites. À titre d'exemple, l'Initiative d'Accra qui réunit depuis 2017 le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Bénin, le Burkina Faso, et plus récemment le Mali et le Niger en tant qu'observateurs, peine à monter en puissance. Faute de ressources financières adéquates et en raison de capacités de renseignement limitées de la part de ses États membres. Les opérations militaires conjointes menées dans le cadre de l'Initiative d'Accra (Koudanlgou I et II en 2018) ont été ponctuelles et de courte durée, ne faisant que freiner temporairement les activités des groupes terroristes sans assurer un contrôle durable des zones frontalières.²⁴

En outre, les différences de structures de sécurité entre pays compliquent les efforts communs.

19. Arthur Banga (2023, mai), L'implantation des groupes terroristes au nord du Ghana, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, à retrouver sur : https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2023/06/Obs-Sahel_Note-10_version_web.pdf

20. Rufus Longsdon (2025, Avril), Ghana's Sahel gambit, Africa practice, à retrouver sur : <https://africappractice.com/insights/ghanas-sahel-gambit/>

21. Arthur Banga (2023, mai), L'implantation des groupes terroristes au nord du Ghana, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, à retrouver sur : https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2023/06/Obs-Sahel_Note-10_version_web.pdf

22. Nations Unies (2025, août), Conseil de sécurité : la coopération entre la CEDEAO et l'Alliance des États du Sahel est cruciale pour relever le défi sécuritaire aigu dans la région, estime le Chef de l'UNOWAS, à retrouver sur : <https://press.un.org/fr/2025/cs16138.doc.htm>

23. Eco Actu (2025, juillet), la Cedeao approuve l'adhésion des pays de l'AES à son groupe d'action contre le blanchiment d'argent, à retrouver sur : <https://ecoactu.ma/la-cedeao-approuve-ladhesion-des-pays-de-laes-a-son-groupe-daction-contre-le-blanchiment-dargent/>

24. Jeannine Ella Abatan, Michaël Matongbada, Sampson Kwarkye (2019, septembre), L'Initiative d'Accra peut-elle prévenir le terrorisme dans les États côtiers de l'Afrique de l'Ouest?, à retrouver sur : <https://issafrica.org/fr/iss-today/initiative-daccra-peut-elle-prevenir-le-terrorisme-dans-les-etats-cotiers-de-lafrique-de-louest>

C'est dire que la voie d'une coopération sécuritaire régionale renouvelée fait face à d'énormes défis (divergences politiques, d'une part, et contraintes financières et logistiques, d'autre part). La médiation du Ghana, ajoutée aux bons offices d'autres États, peut contribuer à passer outre les blocages et les défis. Lors de sa tournée sahélienne, le Président Mahama a clairement exprimé la volonté du Ghana de renforcer la coopération en matière de défense avec le Mali, le Niger et le Burkina Faso à travers des initiatives, bilatérales et multilatérales, à l'instar de l'initiative d'Accra. Le communiqué publié lors de sa visite à Bamako souligne qu'il est important de renforcer les liens avec l'AES pour faire avancer l'autonomie africaine dans le domaine de la sécurité. Le président ghanéen a appelé de ses vœux une action coordonnée entre pays du Sahel et leurs voisins côtiers contre les groupes armés, dépassant les clivages politiques actuels. Il mise sur une forme de pragmatisme permettant de développer des partenariats ad-hoc entre voisins directement concernés par la menace, à défaut d'un cadre institutionnel commun Cedeao-AES. Cette approche est privilégiée par d'autres États de la région. Ainsi, le Sénégal et le Mali ont lancé, en février 2025, des patrouilles antiterroristes conjointes dans la région frontalière de Kayes²⁵, et, en mai 2025, le Togo a participé à des exercices militaires conjoints avec les trois pays de l'AES et le Tchad.²⁶ De même, les autorités ivoiriennes se sont dites prêtes à coopérer avec le Burkina Faso dans les zones frontalières, et le Bénin a reconnu qu'un manque de coopération avec ses voisins du nord avait facilité les attaques meurtrières de janvier et avril 2022 sur son sol²⁷. Pour sa part, le Nigeria a signé un protocole d'accord avec le Niger en vue de renforcer leur coopération sécuritaire après une année de désaccord diplomatique.

II- POSITIONNEMENT RÉGIONAL DU GHANA : SÉCURISATION, PARTENARIATS ET NOUVELLES COOPÉRATIONS

1. Médiation inter-blocs : repositionnement ghanéen entre Cedeao et AES

En adoptant cette posture pragmatique, le Ghana de John Mahama s'impose comme l'un des acteurs centraux et des principaux canaux de communication entre la Cedeao et l'AES. Cette responsabilité confère au Ghana un poids politique important au sein de la Cedeao et l'UA. D'une part, Accra apparaît comme le facilitateur d'un compromis permettant d'éviter la fragmentation totale de l'espace ouest-africain entre deux blocs rivaux. D'autre part, en cas de succès, même partiel, la médiation ghanéenne renforcerait la notoriété du Ghana en tant qu'acteur de la stabilité régionale.

Par ailleurs, sur le plan sécuritaire, le pragmatisme ghanéen pourrait porter ses fruits en termes de résultats concrets dans la lutte antiterroriste. En s'ouvrant à la coopération

25. La Rédaction (2025, février), terrorisme : le Sénégal et le Mali lancent des patrouilles conjointes pour sécuriser leurs frontières, TelQuel, à retrouver sur : https://telquel.ma/instant-t/2025/02/21/terrorisme-le-senegal-et-le-mali-lancent-des-patrouilles-conjointes-pour-securiser-leurs-frontieres_1919022/

26. RFI (2024, mai), Niger, Mali, Burkina, Tchad et Togo mènent des exercices militaires conjoints, Radio France Internationale, à retrouver sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240526-niger-mali-burkina-tchad-et-togo-m%C3%A8nent-des-exercices-militaires-conjoints>

27. Djibi Sow (2025, mai), La Realpolitik peut-elle relancer la coopération régionale en Afrique de l'Ouest?, Institut d'études de sécurité, à retrouver sur : <https://issafrica.org/fr/iss-today/la-realpolitik-peut-elle-relancer-la-cooperation-regionale-en-afrique-de-l-ouest>

avec le Mali, le Niger et le Burkina Faso, le Ghana favorise une meilleure circulation du renseignement et une coordination plus étroite des opérations aux frontières, là où la menace est la plus pressante. Comme mentionné, les pays côtiers ouest-africains font face à des attaques de plus en plus fréquentes attribuées à des groupes djihadistes en provenance du Sahel. Le nord de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Bénin a été ciblé à plusieurs reprises par des incursions de groupes armés liés au JNIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) ou à EIGS (État islamique dans le Grand Sahara).²⁸ Ces violences illustrent la stratégie d'expansion des groupes terroristes, qui cherchent à élargir leur zone d'action vers le sud pour accéder à de nouveaux sanctuaires et à de nouvelles ressources (financières, humaines).²⁹ Ils convoitent dans les pays côtiers l'accès à la mer, afin de disposer de ports pour le trafic d'armes, de drogues ou l'écoulement des matières premières pillées, et profitent de l'existence de frontières poreuses et d'une géographie propice pour s'y infiltrer. L'enjeu est alors d'éviter que le terrorisme sahélien prenne pied durablement dans les États du golfe de Guinée. Car au-delà du bilan humain et de l'atteinte à la souveraineté territoriale, une telle évolution profiterait à la région et générerait des conséquences économiques. La stabilité intérieure est un facteur clé pour attirer les investissements et maintenir la croissance. Des attaques récurrentes auraient pour effet de déstabiliser les économies côtières (attaques sur des sites industriels, pillage des ressources naturelles, contrebande...).

En essayant de rétablir le dialogue, Mahama ouvre la voie à une reprise possible de la coopération militaire transfrontalière. L'effort de médiation profitera à toute la région mais aussi à l'image régionale et internationale du Ghana. Une réussite sur ce dossier élargirait la sphère d'influence d'Accra, et aiderait à promouvoir l'image d'un partenaire potentiel fiable dans la lutte antiterroriste aux yeux de grandes puissances comme les États-Unis.

2. Rapprochement Ghana-Maroc : alignements stratégiques et agendas de coopération

Le Ghana a été le premier pays d'Afrique subsaharienne à accéder à l'indépendance en 1957. Ses relations diplomatiques avec le Maroc remontent à cette date et ont connu leur pic dans le contexte du « Groupe de Casablanca », prônant l'unité africaine, au début des années 1960. Mais la question du Sahara marocain a ultérieurement tendu les relations bilatérales entre les deux pays. En 1979, le Ghana a reconnu la pseudo-« rasd », ce qui a entraîné une rupture des liens diplomatiques avec le Maroc, lesquels n'ont été rétablis qu'en 2001 lors de la visite, au Maroc, du président ghanéen John Kufuor.³⁰

La visite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI à Accra, en 2017, a déclenché une nouvelle dynamique de coopération entre les deux pays, avec un focus sur des partenariats économiques servant les intérêts des deux parties. Plusieurs entreprises marocaines sont actives au Ghana. Outre l'OCP, des entreprises des secteurs bancaire et de la construction, comme la BMCE, Addoha ou le cimentier CIMAF, comptent des filiales dans le pays. Le Maroc mise également sur la diplomatie éducative, en offrant chaque année des bourses

28. Arthur Banga (2023, mai), L'implantation des groupes terroristes au nord du Ghana, Institut des Relations Internationales et Stratégiques, à retrouver sur : https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2023/06/Obs-Sahel_Note-10_version_web.pdf

29. Jeannine Ella Abatan (2025, mars), Collaborer pour freiner la propagation du terrorisme en Afrique de l'Ouest, Institut d'études stratégiques, à retrouver sur : <https://issafrica.org/fr/iss-today/collaborer-pour-freiner-la-propagation-du-terrorisme-en-afrique-de-l-ouest>

30. Marta Dorgambide (2024, août), Maroc et Ghana : un modèle d'unité et de progrès sur le continent africain, Atalayar, à retrouver sur : <https://www.atalayar.com/fr/articulo/politique/maroc-et-ghana-modele-dunite-et-progres-sur-continent-africain/20240829061000204445.html>

d'études à plusieurs dizaines de Ghanéens via l'AMCI.³¹

Le dernier rapprochement promet de booster cette dynamique. Les deux parties se sont mises d'accord sur le doublement des bourses octroyées aux étudiants ghanéens et sur la suspension réciproque des visas pour les ressortissants des deux pays. Les économies des deux capitales sont également complémentaires. Le Maroc importe du Ghana de l'or, du cacao et des produits agricoles, et le Ghana importe des engrais marocains pour soutenir son secteur agricole, pilier central de son économie.³²

Cela dit, le commerce bilatéral reste encore en deçà de son potentiel.

Le Maroc compte aussi sur la coopération du Ghana dans différents projets qu'il porte pour la côte africaine de l'Atlantique, dont le gazoduc Afrique-Atlantique et le Processus des États africains atlantiques, dont Accra est membre. Par ailleurs, les bonnes relations qu'entretient Mahama avec les chefs d'État du Sahel pourraient faire du Ghana un partenaire intéressant pour le Maroc dans son initiative de désenclavement du Sahel. Une coopération économique multilatérale Maroc-Sahel-Ghana reste une piste à explorer.

Pour le Maroc, le soutien du Ghana à la marocanité du Sahara est une réalisation importante étant donné le poids diplomatique de ce pays sur le continent, considéré d'ailleurs comme la 7ème puissance africaine en termes de soft power. Depuis son indépendance, le Ghana a réussi à se hisser au premier plan sur la scène continentale en se posant en défenseur de l'indépendance du continent, de son affranchissement de toutes les formes de dépendance économique, politique ou diplomatique, et en nourrissant le rêve d'une unité africaine qui déboucherait sur des États-Unis d'Afrique, la grande ambition du père de la nation ghanéenne, Kwame Nkrumah. Le soutien apporté à plusieurs mouvements de libération sur le continent et la participation à différentes missions de maintien de la paix ont conféré au Ghana une certaine influence sur les affaires continentales. Le soutien qu'il apporte aujourd'hui au Maroc pourrait avoir un effet domino en Afrique anglophone et au sein du Commonwealth, surtout avec l'appui du Royaume-Uni à la position marocaine sur le Sahara. D'autres pays africains anglophones ont déjà suivi le pas comme le Kenya³³ alors qu'un début de débat public sur la question commence à émerger en Afrique du Sud après la visite de Jacob Zuma au Maroc malgré le verrouillage continu de la question par l'ANC, le parti majoritaire à Pretoria.

31. Maroc Diplomatique (2018, janvier), Ghana : 70 étudiants bénéficient de bourses d'études au Maroc, Le Maroc Diplomatique, à retrouver sur : [https://maroc-diplomatique.net/ghana-70-etudiants-beneficient-de-bourses-detudes-maroc/#:~:text=\(AM-CI\)%2C%20accorde%20des%20bourses%20de%20formation%20aux,le%20gouvernement%20du%20Maroc%20et%20les%20gouvernements](https://maroc-diplomatique.net/ghana-70-etudiants-beneficient-de-bourses-detudes-maroc/#:~:text=(AM-CI)%2C%20accorde%20des%20bourses%20de%20formation%20aux,le%20gouvernement%20du%20Maroc%20et%20les%20gouvernements)

32. Industries.ma (2025, janvier), Le Ghana, un partenaire prometteur pour le Maroc, Industries.ma, à retrouver sur : <https://industries.ma/le-ghana-un-partenaire-prometteur-pour-le-maroc/>

33. La Rédaction et la MAP (2025, mai), Sahara : le Kenya considère que le plan d'autonomie marocain est « la seule approche durable », à retrouver sur : <https://ledesk.ma/encontinu/sahara-le-kenya-considere-le-plan-dautonomie-marocain-comme-la-seule-approche-durable/>

CONCLUSION

Face à la situation socio-économique difficile marquée par un ralentissement du taux de croissance, un taux d'inflation élevé, un taux de chômage en hausse et un niveau de pauvreté en augmentation continue, d'une part, et d'un équilibre sécuritaire régional fragile qui ne peut qu'empirer la situation au Ghana, d'autre part, la nouvelle Administration de John Dramani Mahama a opté pour le pragmatisme. Elle fait de la politique étrangère du pays un outil pour aider à redresser son économie et un moyen de rétablir la stabilité dans la région, tout en gagnant quelques points en termes d'image sur les scènes politiques continentale et internationale.

Avec le Maroc, les pistes de coopération sont nombreuses et la volonté a été manifestée par les deux parties, à condition de concrétiser les promesses et d'établir une stratégie concrète de coopération capable de satisfaire les intérêts des deux partenaires. Cette coopération devrait s'inscrire dans la durée.

Pour ce qui est de la médiation au Sahel, après les déclarations d'intention et la forge d'un consensus régional sur la nécessité d'une coopération a minima sécuritaire malgré les clivages politiques, cela devrait se concrétiser par des mécanismes de coopération concrets, multilatéraux et stratégiquement dotés de moyens adéquats à la hauteur des ambitions. Il est dans l'intérêt de tous d'unir les efforts pour faire face à la menace commune. Encore faut-il dépasser la tentation d'entretenir des clivages et de faire des discours du « nous contre eux »³⁴ et de légitimer un cheval de bataille qui ne sauraient porter de résultats à long terme.

34. Régimes de l'AES contre les dirigeants de la Cedeao qui seraient des relais de puissances occidentales qui servent les intérêts de ces dernières au détriment des intérêts de leurs pays et populations.

BIBLIOGRAPHIE

- AB. AIB (2025, Janvier), Le président Ibrahim Traoré assiste à l'investiture du président ghanéen John Dramani Mahama, Agence d'Information du Burkina, à retrouver sur : <https://www.aib.media/le-president-ibrahim-traore-assiste-a-linvestiture-du-president-ghaneen-john-dramani-mahama/>
- APA-Rabat (2025, juillet), Maroc/solidarité : 2 000 tonnes d'engrais au Ghana, Agence de Presse Africaine, à retrouver sur : <https://fr.apanews.net/maroc/le-maroc-remet-2-000-tonnes-dengrais-au-ghana-dans-un-geste-de-solidarite-agricole/#:~:text=Dans%20le%20cadre%20de%20leur,tonnes%20d'engrais%20au%20Ghana.>
- Arthur Banga (2023, mai), L'implantation des groupes terroristes au nord du Ghana, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, à retrouver sur : https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2023/06/Obs-Sahel_Note-10_version_web.pdf
- Arthur Banga (2023, mai), L'implantation des groupes terroristes au nord du Ghana, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, à retrouver sur : https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2023/06/Obs-Sahel_Note-10_version_web.pdf
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, Comprendre le dernier coup d'État au Burkina Faso, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, novembre 2022, à retrouver sur : <https://africacenter.org/fr/spotlight/comprendre-le-dernier-coup-detat-au-burkina-faso/>
- Coface (2024), à retrouver sur : <https://www.coface.ma/actualites-economie-conseils/tableau-de-bord-des-risques-economiques/fiches-risques-pays/ghana>
- David Baché (2025, janvier), Les pays de l'AES ne sont officiellement plus membres de la Cédéao : et maintenant ?, Radio France Internationale, à retrouver sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250129-les-pays-de-l-aes-ne-sont-officiellement-plus-membres-de-la-c%C3%A9d%C3%A9ao-et-maintenant>
- Direction générale du Trésor (2025), Ghana : Informations générales, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/GH/informations-generales#:~:text=La%20perte%20de%20la%20confiance,rapport%20au%20dollar%20en%202022.>
- Djibi Sow (2025, mai), La Realpolitik peut-elle relancer la coopération régionale en Afrique de l'Ouest?, Institut d'études de sécurité, à retrouver sur : <https://issafrica.org/fr/iss-today/la-realpolitik-peut-elle-relancer-la-cooperation-regionale-en-afrique-de-l-ouest>
- Eco Actu (2025, juillet), la Cedeao approuve l'adhésion des pays de l'AES à son groupe d'action contre le blanchiment d'argent, à retrouver sur : <https://ecoactu.ma/la-cedeao-approuve-ladhesion-des-pays-de-laes-a-son-groupe-daction-contre-le-blanchiment-dargent/>
- Equipe de perspective Monde (2021, mai), Coup d'État au Mali, Perspective Monde, à retrouver sur : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/1915>

-
- Industries.ma (2019, septembre), L'OCP plantera une usine d'engrais en 2024 au Ghana, d'une capacité d'1 million de tonnes, à retrouver sur : <https://industries.ma/locp-implantera-une-usine-dengrais-en-2024-au-ghana-dune-capacite-d1-million-de-tonnes/>
 - Industries.ma (2025, janvier), Le Ghana, un partenaire prometteur pour le Maroc, Industries.ma, à retrouver sur : <https://industries.ma/le-ghana-un-partenaire-prometteur-pour-le-maroc/>
 - Jeannine Ella Abatan (2025, mars), Collaborer pour freiner la propagation du terrorisme en Afrique de l'Ouest, Institut d'études stratégiques, à retrouver sur : <https://issafrica.org/fr/iss-today/collaborer-pour-freiner-la-propagation-du-terrorisme-en-afrique-de-l-ouest>
 - Jeannine Ella Abatan, Michaël Matongbada, Sampson Kwarkye (2019, septembre), L'Initiative d'Accra peut-elle prévenir le terrorisme dans les États côtiers de l'Afrique de l'Ouest?, à retrouver sur : <https://issafrica.org/fr/iss-today/linitiative-daccra-peut-elle-prevenir-le-terrorisme-dans-les-etats-cotiers-de-lafrique-de-louest>
 - Jeune Afrique (2023, août), Intervention de la Cedeao au Niger : dans le huis clos des chefs d'État, Jeune Afrique, à retrouver sur : <https://www.jeuneafrique.com/1472658/politique/intervention-de-la-cedeao-au-niger-dans-le-huis-clos-des-chefs-detat/>
 - La Rédaction (2025, février), terrorisme : le Sénégal et le Mali lancent des patrouilles conjointes pour sécuriser leurs frontières, TelQuel, à retrouver sur : https://telquel.ma/instant-t/2025/02/21/terrorisme-le-senegal-et-le-mali-lancent-des-patrouilles-conjointes-pour-securiser-leurs-frontieres_1919022/
 - La Rédaction (2025, janvier), Le Ghana suspend ses relations avec la « rasd », TelQuel, à retrouver sur : https://telquel.ma/instant-t/2025/01/07/le-ghana-suspend-ses-relations-diplomatiques-avec-la-rasd_1911868/
 - La Rédaction (2025, juillet), À Accra, le Maroc remet 2000 tonnes d'engrais au Ghana et resserre la coopération bilatérale, à retrouver sur : <https://ledesk.ma/2025/07/29/a-accra-le-maroc-remet-2-000-tonnes-dengrais-au-ghana-et-resserre-la-cooperation-bilaterale/>
 - La Rédaction et la MAP (2025, mai), Sahara : le Kenya considère que le plan d'autonomie marocain est « la seule approche durable », à retrouver sur : <https://ledesk.ma/encontinu/sahara-le-kenya-considere-le-plan-dautonomie-marocain-comme-la-seule-approche-durable/>
 - Le Ghana a importé en 2024, 554 239 tonnes d'engrais (Agence Ecofin). Le coût dépensé sur les importations d'engrais dépasse les 2,5 millions de dollars annuellement (2022) (Africa 24 Tv)
 - Le Matin (2025, juin), Sahara : Le Ghana confirme son soutien au plan marocain d'autonomie, Le Matin, à retrouver sur : <https://lematin.ma/nation/sahara-marocain-le-ghana-confirme-son-soutien-le-plan-dautonomie-marocain/284171>
 - MarocDiplomatique(2018,janvier),Ghana:70étudiantsbénéficientdeboursesd'études au Maroc, Le Maroc Diplomatique, à retrouver sur : <https://maroc-diplomatique.net/>

[ghana-70-etudiants-beneficient-de-bourses-detudes-maroc/#:~:text=\(AMCI\)%2C%20accorde%20des%20bourses%20de%20formation%20aux,le%20gouvernement%20du%20Maroc%20et%20les%20gouvernements](#)

- Marta Dorgambide (2024, août), Maroc et Ghana : un modèle d'unité et de progrès sur le continent africain, Atalayar, à retrouver sur : <https://www.atalayar.com/fr/articulo/politique/maroc-et-ghana-modele-dunite-et-progres-sur-continent-africain/20240829061000204445.html>
- Nations Unies (2025, août), Conseil de sécurité : la coopération entre la CEDEAO et l'Alliance des États du Sahel est cruciale pour relever le défi sécuritaire aigu dans la région, estime le Chef de l'UNOWAS, à retrouver sur : <https://press.un.org/fr/2025/cs16138.doc.htm>
- RFI (2024, décembre), Présidentielle au Ghana : John Mahama vainqueur avec 56% des voix, selon la Commission électorale, Radio France Internationale, à retrouver sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20241209-ce-n-est-plus-un-novice-au-ghana-john-mahama-remporte-la-pr%C3%A9sidentielle-avec-56-des-voix>
- RFI (2024, mai), Niger, Mali, Burkina, Tchad et Togo mènent des exercices militaires conjoints, Radio France Internationale, à retrouver sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240526-niger-mali-burkina-tchad-et-togo-m%C3%A8nent-des-exercices-militaires-conjoints>
- Rufus Longsdon (2025, Avril), Ghana's Sahel gambit, Africa practice, à retrouver sur : <https://africappractice.com/insights/ghanas-sahel-gambit/>
- Studio Tamani (2024, Juillet), Médiation de la CEDEAO : Sénégal et Togo à la manœuvre, à retrouver sur : <https://www.studiotamani.org/167281-mediation-de-la-cedeao-senegal-et-togo-a-la-manoeuvre>
- Victor Cariou (2025, janvier), Le Ghana nomme un envoyé spécial pour renforcer ses liens avec l'Alliance des États du Sahel, Radio France Internationale, à retrouver sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250126-le-ghana-nomme-un-envoy%C3%A9-sp%C3%A9cial-pour-renforcer-ses-liens-avec-l-alliance-des-%C3%A9tats-du-sahel>

À PROPOS DE L'AUTEUR



FATIM ZOHRA AZOUZOU

Fatim Zohra Azouzou est Research Assistant au Policy Center for the New South (PCNS).

Au PCNS, ses travaux couvrent sur les dynamiques ouest-africaines, la politique africaine du Maroc et les affaires internationales.

Avant de rejoindre le PCNS en 2024, elle a contribué à un projet de partenariat sur la mobilité de la main-d'œuvre entre le ministère de l'emploi marocain et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), intitulé « Towards a Holistic Approach to Labour Migration and Mobility Governance in North Africa ».

Elle est titulaire d'un master en Global Affairs et d'une licence en relations internationales de l'Université Mohammed VI Polytechnique.

Fatim Zohra Azouzou maîtrise l'Amazigh, l'Arabe, l'Anglais et le Français.

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

[Lire plus](#)

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54

www.policycenter.ma

